

Pour une refondation de l'Europe

Sandro Gozi

Reçu : 16.11.2018 – Accepté : 28.11.2018

Título / Title / Titolo

Para una refundación de Europa
For a refoundation of Europe
Per una rifondazione dell'Europa

Résumé / Resumen / Abstract / Riassunto

Un des problèmes fondamentaux de l'Europe au cours des dernières années est ce réflexe institué de demander à tous les pays d'appliquer les mêmes mesures, sans tenir compte de leur situation réelle. Jusqu'à présent, l'Europe a été trop uniquement concentrée sur l'équilibre budgétaire. La dérive technocratique qui s'est ensuivie nous a conduits à la grave crise que nous connaissons : un boulevard sur lequel déboulent à toute vitesse les populismes antieuropéens. L'Europe doit, donc, être refondée. Et la refondation européenne doit viser à une Europe qui multiplie protections, sécurités et opportunités. Mais pour que cette refondation réussisse, il faut bien mettre au clair le socle sur lequel la réaliser: État de droit et solidarités.

Uno de los problemas fundamentales de Europa en los últimos años es este reflejo instituido de pedir a todos los países que apliquen las mismas medidas, independientemente de su situación real. Hasta ahora, Europa se ha centrado demasiado únicamente en un presupuesto equilibrado. La deriva tecnocrática que siguió nos llevó a la grave crisis que estamos presenciando: un bulevar en el que los populismos antieuropeos están fluyendo a toda velocidad. Europa debe, por tanto, ser reconstruida. Y la refundación europea debe apuntar a una Europa que multiplique las protecciones, la seguridad y las oportunidades. Pero para que esta refundación tenga éxito, es necesario aclarar la base sobre la cual se puede lograr: el estado de derecho y la solidaridad.

One of the fundamental problems of Europe in recent years is the instituted demand to ask all countries to apply the same measures, regardless

of their actual situation. So far, Europe has been too focused solely on a balanced budget. The technocratic drift thus produced led us to the serious crisis we are witnessing: a boulevard on which anti-European populisms are flowing at full speed. Europe must, therefore, be rebuilt. And the European refoundation must aim for a Europe that multiplies protections, security and opportunities. But for this refoundation to succeed, it is necessary to clarify the foundation on which to achieve it: rule of law and solidarity.

Uno dei problemi fondamentali dell'Europa negli ultimi anni è la richiesta istituzionalizzata a tutti i paesi di applicare le stesse misure, indipendentemente dalla loro situazione reale. Finora l'Europa si è concentrata esclusivamente su un bilancio equilibrato. La deriva tecnocratica che ne è seguita ci ha portato alla grave crisi a cui stiamo assistendo: un viale su cui i populismi anti-europei scorrono a tutta velocità. L'Europa deve, quindi, essere ricostruita. E la Rifondazione europea deve puntare a un'Europa che moltiplica le protezioni, la sicurezza e le opportunità. Ma affinché questa rifondazione sia possibile, è necessario chiarire le basi su cui realizzarla: stato di diritto e solidarietà.

Mots-clé / Palabras clave / Keywords / Parole chiave

Europe, État de droit, solidarité, populisme anti-européen

Europa, Estado de derecho, solidaridad, populismo anti-europeo

Europe, Rule of Law, solidarity, anti-european populism

Europa, Stato di diritto, solidarietà, populismo anti-europeo

L'Europe doit être refondée. Et la refondation européenne doit viser à une Europe qui multiplie protections, sécurités et opportunités. Mais pour que cette refondation réussisse, il faut bien mettre au clair le socle sur lequel la réaliser: État de droit et solidarités.

Or, ce n'est pas simple de parler des droits en Europe en 2018. Nous voyons toujours plus de pays dans lesquels certains souhaiteraient comprimer les droits. La Hongrie de Viktor Orbán ou le gouvernement polonais sont les cas les plus parlants.

Des ultranationalistes se hissent au gouvernement et sont aussi présents dans les parlements.

Mais notre défi est encore plus vaste. Jusqu'à quel point les démocraties libérales sont-elles disposées à tolérer une absence de reconnaissance des droits les plus simples en notre sein, ou chez nos proches voisins ? Emmanuel Kant écrivait qu'« une violation de droits commise en un lieu est ressentie partout ».

La société d'aujourd'hui, l'Europe d'aujourd'hui doivent surtout se protéger du risque que ces batailles passent au second plan, que l'opinion publique ne soit plus intéressée par le fait de lutter et, si nécessaire, d'entrer également en conflit, pour affirmer la nécessité de renforcer l'État de droit. Il suffit de penser à ce qu'il reste encore à entreprendre dans le domaine de la parité des genres, de la tolérance religieuse, de la garantie du droit en matière de justice. C'est pour cela qu'une implication active et efficace de la société, pour stimuler les femmes et les hommes politiques et porter le débat sur la place publique, est nécessaire.

Nous devons revenir sur l'État de droit, en Europe aussi, surtout en Europe. Il s'agit d'une bataille que le gouvernement italien a conduite avec détermination lors de sa présidence de l'Union européenne en 2014. L'engagement du Conseil des ministres de l'UE à renforcer le débat et les vérifications sur l'État de droit à l'intérieur de notre Union a été de ce point de vue un résultat important obtenu par l'Italie. L'implication de notre pays était très claire, car nous voulions continuer à surveiller la protection des droits, qu'il s'agisse des droits liés à la sécurité, des droits de nouvelle génération ou de droits plus classiques comme la liberté d'expression, la

protection des minorités, la promotion de la parité et la lutte contre les discriminations vis-à-vis des catégories les plus vulnérables. Tels sont les défis auxquels l'Union européenne est appelée à répondre. Je suis convaincu que, si chaque femme et chaque homme continuaient à parler des droits, à le faire librement, nous serions en mesure de gagner notre bataille contre la peur et de lutter pour un renforcement progressif des droits fondamentaux dans chaque domaine de la vie publique.

Après tout, il ne s'agit pas seulement d'un choix politique mais d'une obligation fondamentale des traités européens. Article 2 TUE: « l'UE est fondée sur des valeurs...état de droit...communes aux États membres... ». Il s'agit de valeurs non négociables et qui ne peuvent pas s'appliquer à la Carte.. Leur violation doit être sanctionnée et on a besoin de nouveaux instruments: c'est la raison pour à laquelle j'avais proposé déjà en 2016 d'introduire une nouvelle conditionnalité pour l'octroi de fonds UE, liée au respect de l'État de droit. Cette idée a fait son chemin depuis, et j'espère qu'elle sera une des nouveautés de l'accord sur le budget de l'UE pour la période 2021-2027.

Mais une Union de valeurs et aussi une Union solidaire.

La solidarité est Mentionnée plus d'une vingtaine de fois dans le traité. Elle est le véritable socle de la déclaration Schuman.

UE fondée sur le tryptique: coopération qui renforce, compétition qui stimule et solidarité qui unit.

Mais, confrontée aux crises, l'Union a accentué la compétition, a renoncé à la coopération, oublié la solidarité. Résultat: une Union plus faible et plus divisée.

Aujourd'hui, nous aussi nous devons trouver un symbole aussi fort que le « charbon et l'acier » de l'immédiat après-guerre. À partir de là, nous devons initier de nouveau une solidarité qui soit avant tout politique.

Nos « solidarités de fait » d'aujourd'hui peuvent se mesurer dans d'autres contextes. Si l'Union européenne existe – et surtout si elle souhaite continuer à exister –, elle doit faire preuve de solidarité face à la vraie, la grande urgence de notre époque : la question migratoire.

Nous devons y penser attentivement. Il n'a pas été facile, pour les Français et pour les Allemands, de mettre de côté la haine mutuellement entretenue pendant des décennies pour agir ensuite ensemble au nom de la solidarité. Mais le lancement de ce processus a permis à l'Europe de naître. C'est pour cette raison que nous avons besoin de reformuler le concept de solidarité, dans une vision réactualisée, une solidarité des droits et du civisme. Un nouveau concept de solidarité basé sur la prise de conscience que le phénomène des migrations ne se résoudra qu'ensemble. Aujourd'hui, nous avons besoin de relancer notre histoire en nous montrant solidaires les uns envers les autres, et surtout en nous montrant humains face à ce que nous voyons.

Et je crois que c'est seulement avec de vraies politiques européennes que nous pourrions gérer l'immigration. Avec des réponses nationales, nous continuerons à subir aussi bien l'immigration que les trafiquants de démagogie à bon marché, comme Marine Le Pen et Matteo Salvini, qui spéculent sur ces tragédies sans offrir aucune vraie solution. Ils jouent sur les peurs, ils jouent sur nos vies et avec nos libertés. Nous ne pouvons ni ne devons le leur permettre, parce que nous, Européens, avons déjà payé dans notre histoire un prix trop élevé aux nationalismes et aux populismes.

Pour la relancer, nous devons sortir de l'idée de Union comme « association d'États » et développer celle de « Union solidaire ».

Le fameux adage "l'union fait la force" dans un monde d'interdépendances et de nouveaux risques et de menaces ne fonctionne plus. Bien au contraire, paradoxalement, elle ouvre la voie aux égoïsmes nationaux et au néo-nationalisme. Nous devons passer à une nouvelle politique de la solidarité transnationale, qui considère que les malheurs des autres, s'ils persistent construisent nos propres malheurs.

Un des problèmes fondamentaux de l'Europe au cours des dernières années est ce réflexe institué de demander à tous les pays d'appliquer les mêmes mesures, sans tenir compte de leur situation réelle. Jusqu'à présent, l'Europe a été trop uniquement concentrée sur l'équilibre budgétaire. La dérive technocratique qui

s'est ensuivie nous a conduits à la grave crise que nous connaissons : un boulevard sur lequel déboulent à toute vitesse les populismes antieuropéens.

Il y a plusieurs raisons pour cela. Prenons le cas de la Grèce, qui nous sert aussi pour comprendre les attitudes des nationalistes dans d'autres pays. Le conflit et les tensions répétées entre référendums manqués, référendum gagnés, choix gouvernementaux et plans européens à amené à une perception, à une idée qui risque de s'enraciner, selon la quelle on peut changer les gouvernements mais on n'émeut pas changer de politique économique. *Policies without politics* à Bruxelles, *politics without policies* dans les capitales nationales....

Voici alors que des décisions très fortes s'imposent.

Abroger l'Eurogroupe véritable scandale démocratique et qui agit dans l'obscurité institutionnelle et dont les décisions ne sont soumises ni à un contrôle démocratique des parlements. Ni à un contrôle juridictionnelle de la Cour de Justice.

C'est la question de la légitimité démocratique.

Contre le dérive du Conseil européen, *sherpacratique*. C'est le problème de l'asymétrie entre la portée, nationale, du mandat démocratique et La sphère européenne de leur compétence au conseil européen. Plus la gouvernance supranationale est intergouvernementale plus elle est ressenti comme « Imposée par les étrangers ».

Voici la question démocratique notamment de l'euro mais pas seulement.

Mais nous aurons jamais une véritable démocratie européenne, vécue et perçue comme telle par le citoyens, en absence d'une politique transnationale.

Ce qui est nécessaire, ce n'est pas uniquement une réforme du gouvernement de l'Europe, mais une vraie et complète reconfiguration de l'espace politique européen avec des partis politiques européens forts et efficaces. À la place, nous avons aujourd'hui en Europe des confédérations de partis nationaux. C'est également désolant que le Parlement européen n'ait pas repris notre proposition d'élire au moins une petite partie des députés européens sur une liste transnationale à l'échelle du continent en 2019. Ces listes pourraient vraiment être les embryons de partis et de mouvements trans-

nationaux européens, sans lesquels la démocratie européenne ne sera jamais vraiment effective.

La route est encore très longue pour mettre en place des forces politiques transnationales. Mais c'est un passage indispensable : sans des mouvements, des réseaux, des partis transnationaux choisis directement par les citoyens, comment pouvons-nous créer un sentiment commun entre nous ? Nous devons refuser de nous résigner à une telle situation. Nous avons le devoir de lancer des idées neuves pour relancer l'Europe. Et si nous ne le faisons pas, nous qui avons grandi en Europe, nous pour qui l'Europe a été un formidable multiplicateur d'opportunités, qui sera en mesure de le faire ?

Le vrai défi politique de l'Union aujourd'hui ne n'est pas l'euro-scepticisme mais l'attaque aux principes et aux institutions du constitutionnalisme libéral qui est à la base de la construction européenne.

En réalité, comme il a été dit et écrit, le paradoxe de Rodrik s'applique très bien à l'Union. On peut renoncer à la démocratie nationale en échange de plus de compétitivité sur la scène globale. On peut essayer de revenir en arrière par rapport à la globalisation dans l'espoir de renforcer la légitimité de la démocratie nationale. Ou, et ceci est mon choix, on peut globaliser la démocratie au lieu de la garder uniquement dans les frontières nationales. Or, pour nous, les européens, la nouvelle démocratie transnationale européenne est la vraie réponse à la démocratie illibérale de Orbán et de Kaczyński.

Ce sont des questions qui s'inscrivent dans un cadre plus général, et dans une bataille plus large que nous devons mener : celle de défendre notre démocratie et les choix qui nous garantissent la paix depuis 70 ans. Confirmation des choix de base, pas le status quo, bien sûr. Parce que ce sont précisément les graves lacunes du status quo dans un monde qui ont changé les règles du jeu pour les inventeurs de nouvelles peurs, pour les trafiquants de drogue de la démagogie bon marché qui sont maintenant au gouvernement (aussi) en Italie.

Le problème auquel nous sommes confrontés est aussi simple que fondamental : nous avons besoin de réponses politiques pour garantir une meilleure démocratie, y compris au niveau européen. Si nous assistons

aujourd'hui à une crise de la démocratie, la réponse ne sera pas une démocratie numérique directe et permanente, mise en œuvre par le gouvernement à main levée et sans assurer aucune qualité de décision, de vision du pays et de protection des minorités. Mais la réponse ne peut même pas être une démocratie peu libérale à la Orbán, prête à tout abandonner en échange d'autorité et d'efficacité apparente. L'objectif est d'avoir une meilleure démocratie qui lutte contre la dictature de l'urgence et de l'émotion, qui redonne force à la communauté et qui est anti-populiste et libérale.

Nous devons prendre acte de cette nouvelle réalité et nous donner les moyens par répondre à une société transformée : les anciens acteurs politiques doivent profondément changer pour proposer une offre politique adéquate et convaincante aux citoyens qui choisissent la proposition et non la protestation ; des frontières ouvertes et non des droits ; Ventotene et non Visegrad ; Macron et non Orbán.

Mais si nous voulons une Europe politique, la politique, avec ses grandes idées et ses grandes passions, doit retrouver son droit de citoyenneté en Europe. C'est depuis les années 1930 que notre continent n'a pas été exposé à autant d'incertitudes et de dangers : les menaces commerciales de Trump, les manifestations de force de Poutine, la montée autoritaire de Xi Jinping, la violation de l'État de droit en Pologne, en Hongrie. Sans parler de la catastrophe syrienne, des risques nord-africains et du fondamentalisme musulman.

Jamais auparavant le monde n'avait autant besoin de l'Europe, de sa force d'équilibre, de ses valeurs, de sa méthode de gestion pacifique des relations entre les peuples et les États.

Face à des États continents nous ne pouvons pas exiger si on reste dans un continent divisé entre petits États. Car même les plus grands États européens deviennent très petits face aux nouveaux défis et aux nouvelles menaces du nouveau monde.

Dans ce nouveau désordre global, nous, les européens nous pourrions exister, être protagonistes défendre nos valeurs, nos intérêts, notre vision du monde seulement en tant que « européens ».